

RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
RELATIF AU
COMPTE ADMINISTRATIF 2021

I) Les opérations d'exploitation

La section d'exploitation présente pour l'année 2021 :

➤ Au titre du Budget Principal :

• Total de titres émis :	35 110 106,87 €
• Total de mandats émis :	35 426 533,09 €
Soit un résultat de la section de :	- 316 426,22 €
• Restes à réaliser en dépenses à reporter en N+1 :	513 434,04 €
• Restes à réaliser en recettes à reporter en N+1 :	0,00 €

➤ Au titre du Budget Annexe (FEADER) :

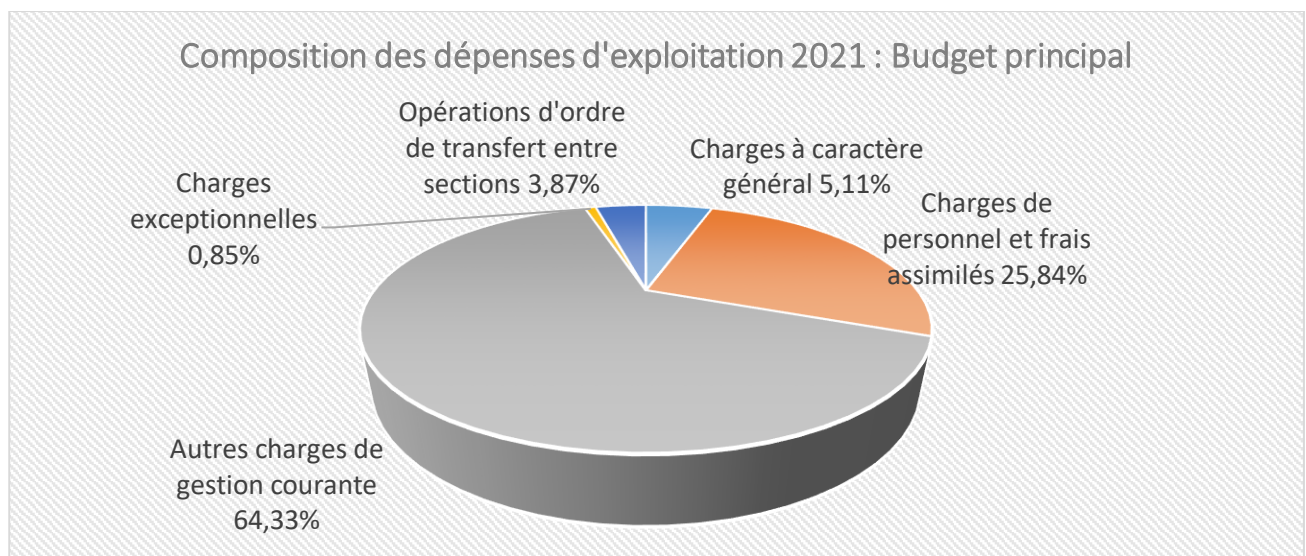
• Un total de titres émis de :	21 184 129,04 €
• Un total de mandats émis de :	21 184 129,04 €
D'où un résultat de la section de :	0,00 €

I.1) Les dépenses d'exploitation au titre du Budget Principal

(Interventions et fonctionnement propre)

Le total mandaté des dépenses s'élève à environ 35,4 M€ soit un taux de réalisation global de 88,38 % des prévisions budgétaires et en y intégrant les restes à réaliser celui-ci se fixe à 89,66 %.

Ces dépenses se répartissent comme suit :

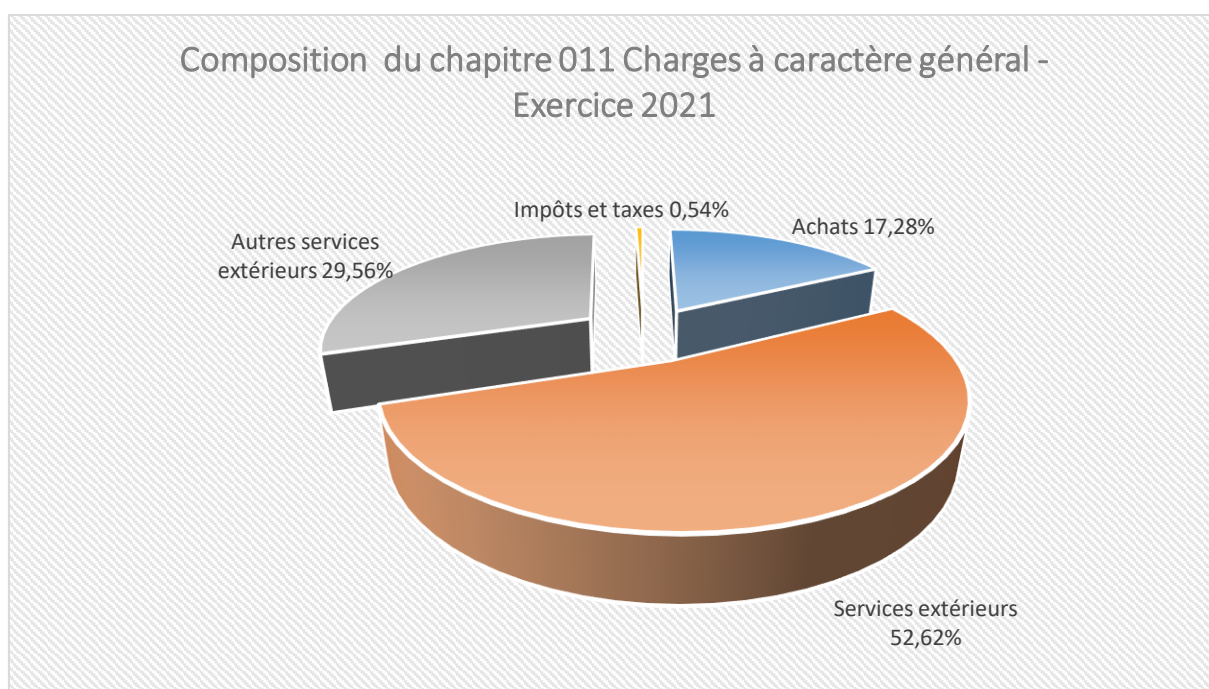


❖ **Chapitre 011 - Les charges à caractère général : 1 810 340,51 €**

Ce chapitre de dépenses s'affiche à 1 810 340,51 € contre 2 743 360,23 € en 2020. Les dépenses de ce chapitre enregistrent une baisse de 34,01 % par rapport à l'exercice précédent.

Son taux de réalisation budgétaire au titre de l'exercice s'établit à 53,07 % des crédits inscrits et avec les restes à réaliser ce taux se hisse à 67,82 %.

Il se décompose comme ci-après :



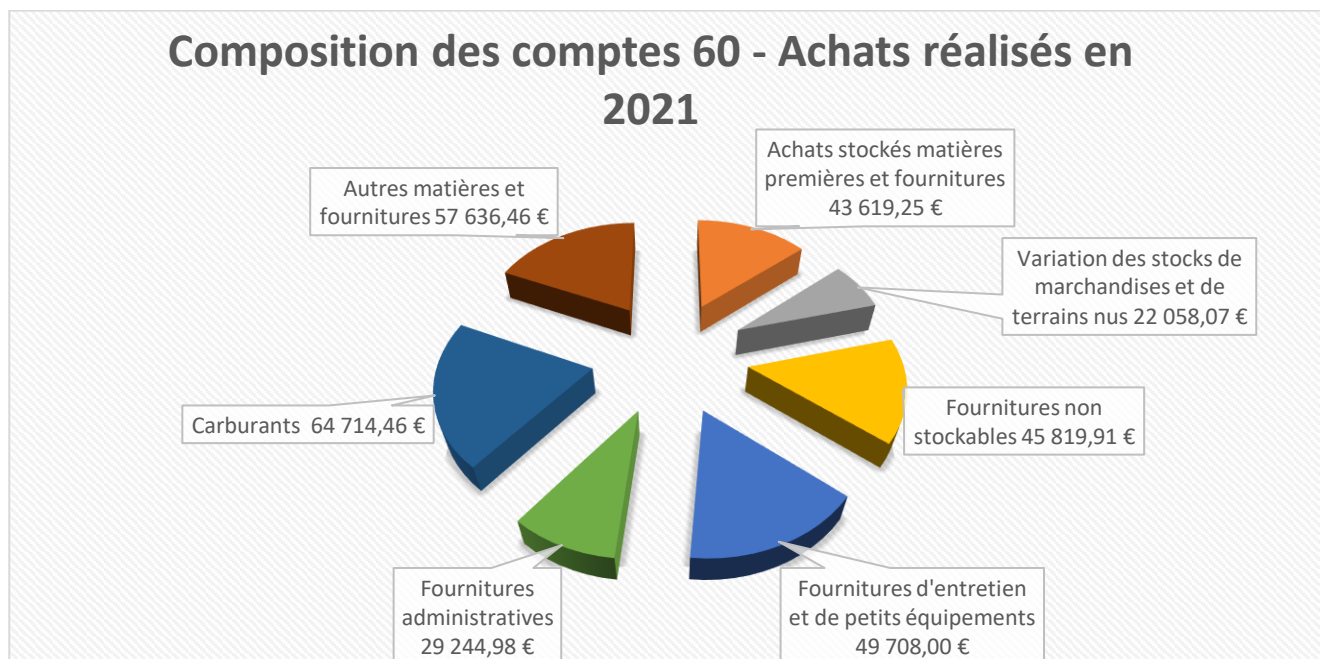
• **Comptes 60 - Achats : 312 801,13 €**

Les dépenses liées aux achats ont atteint 93,37 % des prévisions et en y ajoutant les restes à réaliser ce taux se fixe à 98,68 %.

On constate un accroissement de 26 948,30 € par rapport aux exécutions 2020. Cette variation s'explique principalement par :

- ✓ Une hausse des dépenses de carburants de 15 196,62 € du fait de la totale reprise des agents sur le terrain consécutive à l'allègement des mesures sanitaires liées à la Covid-19.
- ✓ Une hausse modérée de 9 808,22 € pour le poste « Fournitures administratives ».

Les comptes 60 « Achats » se composent des éléments réalisés suivants :

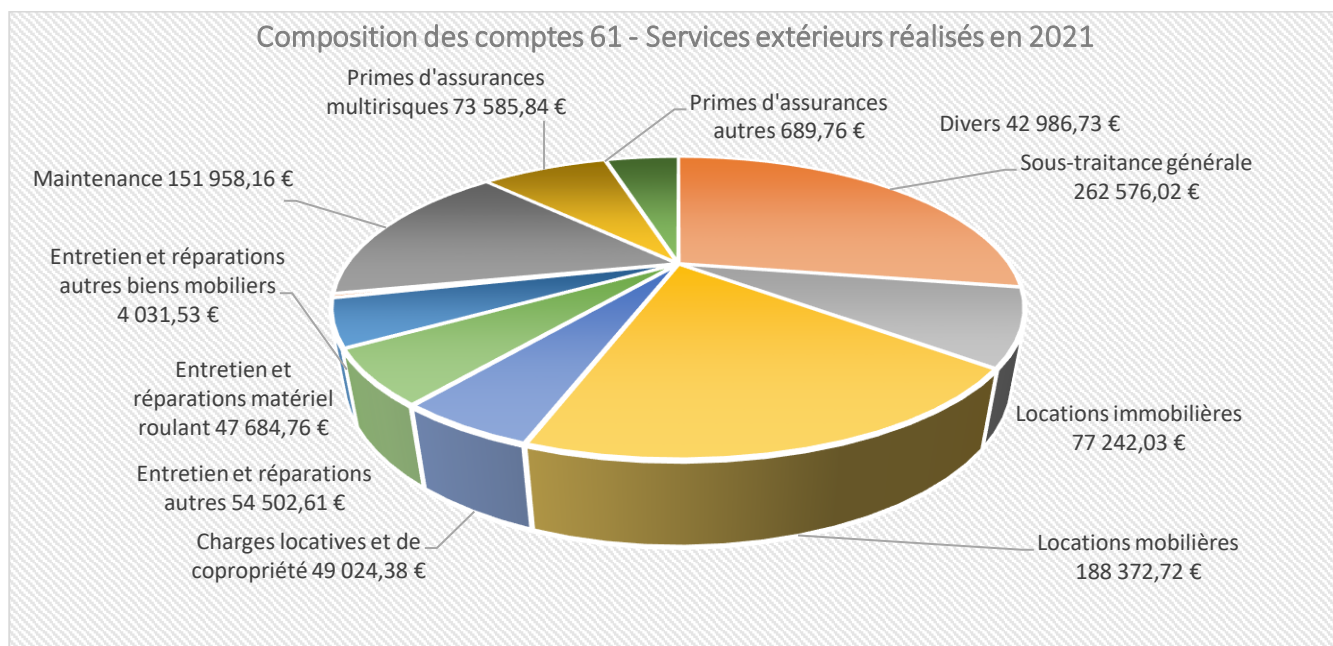


- **Comptes 61 - Services Extérieurs : 952 654,54 €**

Ce poste affiche une diminution de 9,84 % par rapport à l'exercice 2020, soit une baisse de 103 952,44 € en valeur, et son taux d'exécution au regard des opérations mandatées s'élève à 48,20 %. En y intégrant les restes à réaliser ce taux d'exécution atteint 63,05 % des prévisions budgétaires.

Ce constat s'explique principalement par la diminution des frais de sous-traitance dues notamment à l'annulation du SIA 2021 et une baisse des actions de promotion de l'agriculture corse (- 188 282,72 €) liées à la crise sanitaire COVID 19. Et par l'augmentation des postes « Entretien, réparations et maintenances (40 915,30 €), « Formations » (16 734,37 €) et « Locations mobilières et immobilières » (15 222,96 €).

L'ensemble des dépenses des comptes 61 se décline comme suit :



On relèvera que les dépenses de sous-traitance générale, de locations mobilières et de primes d'assurance représentent en proportion 92,69 % des restes à réaliser issus du poste.

- **Comptes 62 - Autres services extérieurs : 535 181,42 €**

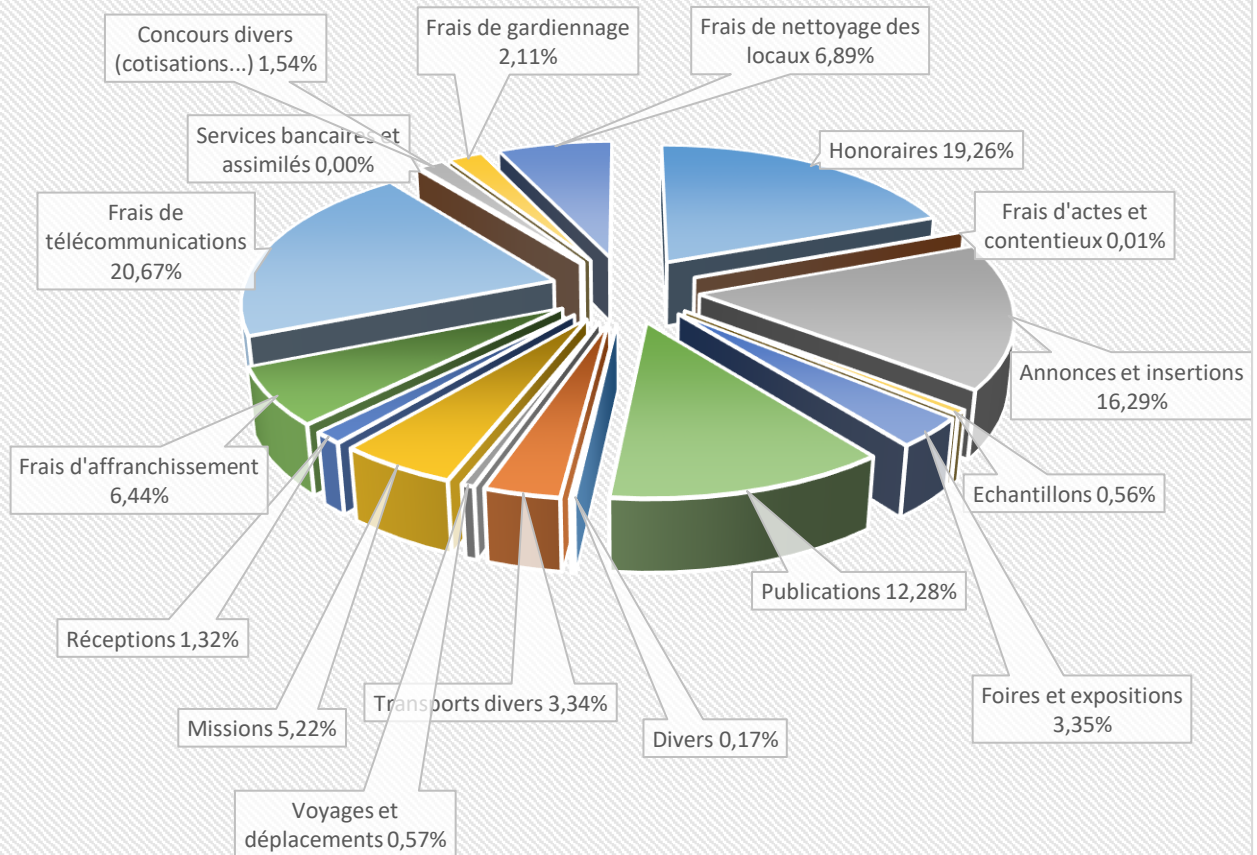
Les dépenses des comptes 62 « Autres services extérieurs » atteignent 49,19 % des autorisations budgétaires et en y rattachant les restes à réaliser, ce taux atteint 66,83 % des crédits inscrits.

Les dépenses mandatées comprennent notamment les honoraires pour 103 075,06 €, les annonces et insertions pour 87 156,02 €, les frais de publications pour 65 705,49 € et les frais de télécommunications pour à 110 601,82 €.

L'ensemble de ces dépenses représente 68,49 % du total du poste « Autres services extérieurs ».

Ci-dessous la structure détaillée des comptes 62 « Autres services extérieurs en termes de réalisations ».

Composition des comptes 62 - Autres services extérieurs réalisés en 2021



Ce poste, en termes de réalisations, diminue globalement de 61,51 %, soit 855 243,00 € en valeur par rapport à l'exercice 2020. Ceci s'explique par une baisse des dépenses relatives aux annonces et insertions (- 126 090,82 €) et aux frais de foires et expositions (- 732 076,92 €) du fait de l'impact lié à la crise sanitaire du Covid-19.

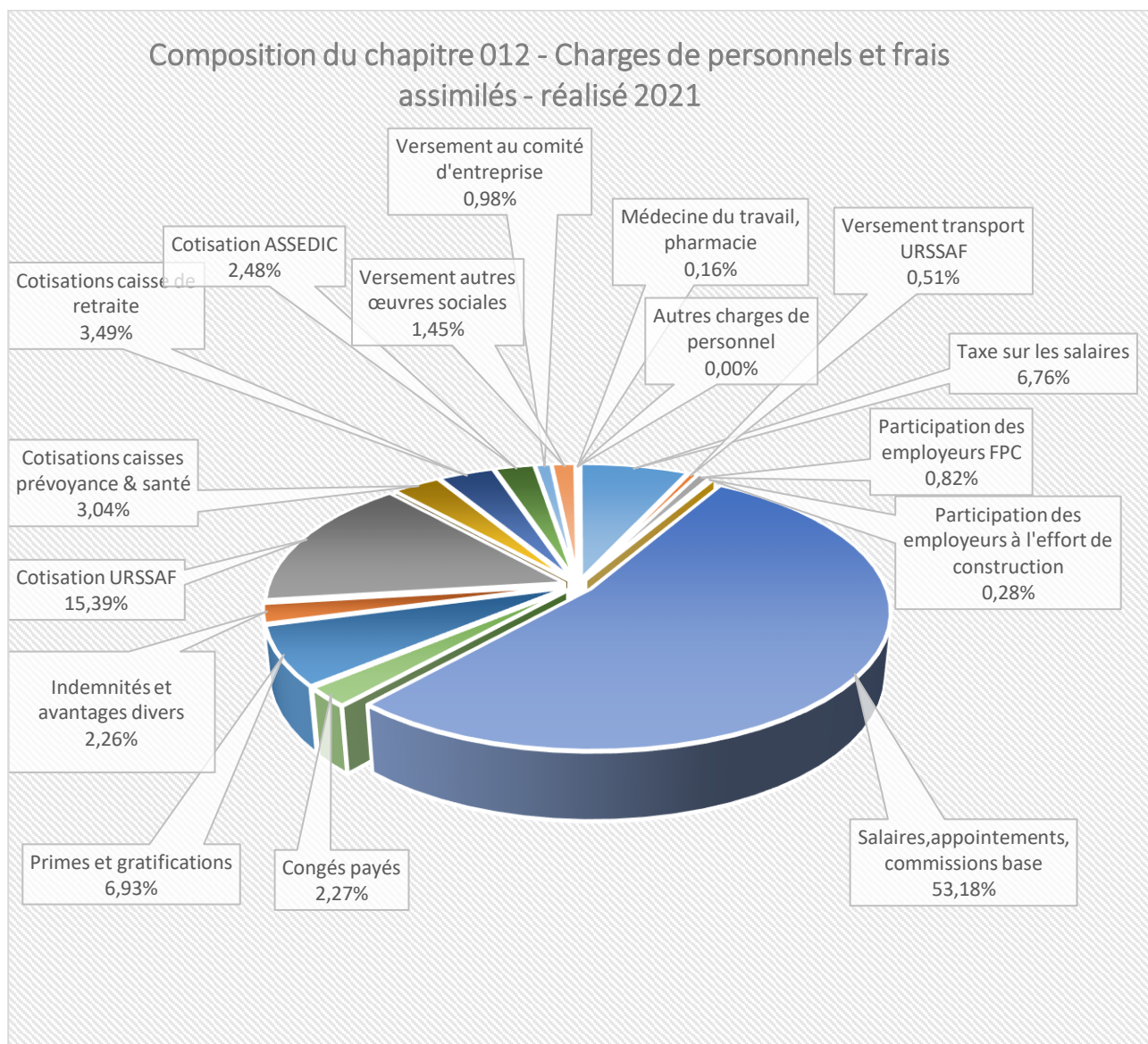
- **Comptes 63 - Impôts et taxes (comptes 635) : 9 703,42 €**

Ce poste concerne les taxes relatives à la détention de foncier, de véhicules de société et divers droits d'enregistrement. Ces dépenses sont réalisées à hauteur de 82,22 % du budget, et diminue de 772,58 €, soit une baisse de 7,37 %, par rapport à 2020.

- ❖ **Chapitre 012 - Les charges de personnel et frais assimilés : 9 154 797,82 €**

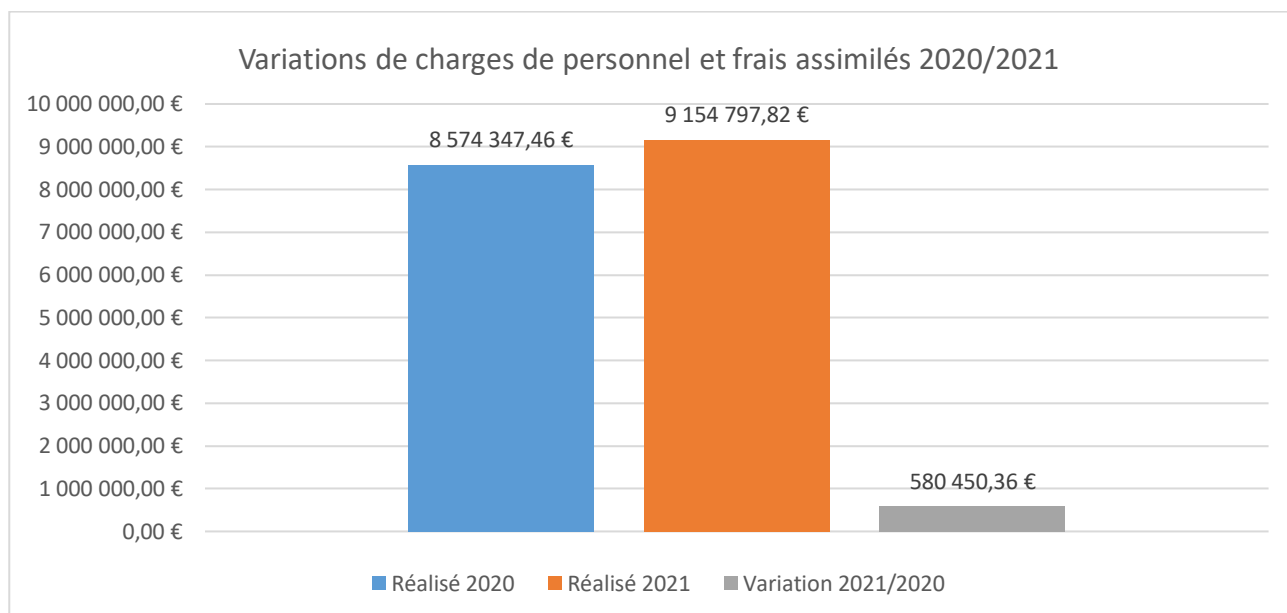
Les dépenses de ce chapitre se fixent à 9 154 797,82 €. Elles ont été réalisées à 94,65 % des prévisions budgétaires.

Elles se déclinent comme suit :



Les charges de personnel et frais assimilés représentent 25,84 % du total des dépenses de la section d'exploitation au titre du Budget Principal. En y intégrant les dépenses de la section d'exploitation relevant du Budget Annexe, elles représentent 16,17 % du total des dépenses de la section tous budgets confondus.

Ces charges ont globalement augmenté de 6,77 %, soit de 580 450,36 € en valeur par rapport à l'exercice 2020. L'augmentation s'explique pour l'essentiel par des agents transférés de l'OEC à l'ODARC (+ 4,9 ETP entre 09/2021 et 12/2021) pour 61,7 %, par l'impact lié à la réorganisation au sein de l'Office entraînant des changements indiciaires et des reclassements des agents pour 46,5 %, par des CDD de surcroît d'activité pour 12,2 %, par l'impact des indemnités de 2 départs à la retraite et d'une rupture de contrat pour 5,6 %, par des contrats d'apprentissage (+ 0,7 ETP par rapport à 2020) et un contrat Cifre pour 4,5 % et par l'impact de la provision pour congés payés pour - 30,5%.



- **Comptes 63 - Impôts et taxes (comptes 631 et 633) : 766 267,03 €**

Ce poste est constitué des impôts et taxes assis sur les salaires à savoir les contributions relatives à la taxe sur les salaires, à la formation professionnelle continue, à l'effort à la construction, et au transport - Urssaf.

Les dépenses de ce poste sont réalisées à hauteur de 95,31 % du budget et elles ont augmenté de 5,83 % soit 42 217,73 € en valeur en comparaison des dépenses réalisées en 2020.

- **Comptes 64 - Charges de personnel : 8 388 530,79 €**

Les charges de personnel regroupent les rémunérations brutes (5 917 812,57 €) et les charges de personnel (2 470 718,22 €).

- ❖ **Chapitre 65 - Les autres charges de gestion courante : 22 788 945,99 €**

Les charges de gestion courante se composent :

- **Des charges de gestion courante - hors interventions : 81 420,00 €**

Ce poste regroupe des redevances versées pour concessions, brevets, licences et procédés ainsi que des droits et valeurs similaires, des indemnités et frais de mission des élus, des pertes sur créances irrécouvrables et des charges diverses de gestion courante.

Les dépenses liées à ce poste se fixent à hauteur de 81 420,00 € et représentent 93,02 % du budget prévu.

Par rapport à l'exercice 2020, les dépenses réalisées augmentent de 55 470,38 €, dont notamment 20 000,00 € correspondant à l'acquisition groupée de logiciels SIG avec comme chef de file, la CdC.

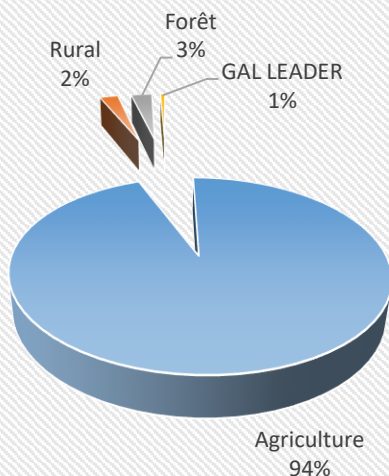
- **Des charges de gestion courante - interventions : 22 707 525,99 €**

Ces dépenses sont principalement constituées des aides mandatées par l'office dans le cadre du Budget Principal à destination des exploitants agricoles, des organismes de développement et autres.

Les aides atteignent 92,81 % des prévisions budgétaires sur l'exercice. Par rapport à l'exercice précédent, elles augmentent de 267 326,15 € en comparaison avec celles de l'exercice 2020. Cette variation s'explique par une augmentation générale des mesures relatives à la Gestion de crises (+ 0,67 K€), au volet « Forêt » (+ 0,45 K€), à la création d'entreprises en milieu « Rural » (+ 0,35 K€). En revanche, les mesures surfaciques telles que les MAEC ainsi que les CAB et les MAB ont diminuées (- 1,2 K€).

Les aides au titre du Budget Principal - section d'exploitation qui s'élèvent à 22 707 525,99 € et mettant en œuvre les crédits en provenance de l'Etat et de la Collectivité de Corse sont détaillées infra :

Répartition par secteur d'activité des interventions mandatées au titre du budget principal 2021



➤ **Volet « Agriculture » : 21 422 213,76 €**

• **Recherche et transfert de technologie : 2 574 689,12 €**

- ✓ Projets collectifs de filières (PDA 1) : 2 574 689,12 €

• **Adaptation de l'appareil de production - transformation : 8 394 331,84 €**

- ✓ Actions foncières : 359 434,00 €
- ✓ Industries Agro-Alimentaires (IAA) : 548 041,12 €
- ✓ Modernisation des exploitations : 7 486 856,72 €

• **Aides de masse : 4 654 784,53 €**

- ✓ Indemnité compensatoire aux handicaps naturels (ICHN) : 3 560 331,91 €
- ✓ Mesures agro environnementales et climatiques (MAEC) : 857 746,84 €
- ✓ Conversion et Maintien Agriculture Biologique : 236 705,78 €
(CAB + MAB)

- **Maîtrise de la qualité : 904 354,48 €**

- ✓ Produits sous signes de qualité officiels (PDA2) : 904 354,48 €

- **Installation - formation : 1 374 473,55 €**

- ✓ Installation et formation des agriculteurs : 1 374 473,55 €

- **Aides spécifiques : 3 519 580,24 €**

- ✓ Dispositif de gestion de crise : 1 358 885,56 €
 - ✓ Aide simplifiée viticole : 426 915,38 €
 - ✓ Actions de promotion : 897 897,93 €
 - ✓ SIGC : 219 737,67 €
 - ✓ Autres : 616 143,70 €

- **Volet « Rural » : 540 481,70 €**

- **Aides en faveur du rural : 540 481,70 €**

- ✓ Aides à la création d'entreprises en milieu rural : 356 652,99 €
 - ✓ Aides aux investissements collectifs : 183 828,71 €

- **Volet « Forêt » : 615 151,63 €**

- **Infrastructures, Aménagements, Animation : 615 151,63 €**

- ✓ Sauvegarde et reconstruction châtaigneraies : 118 925,09 €
 - ✓ Animation filière Bois : 97 214,76 €
 - ✓ Accompagnement des outils forestiers : 290 009,45 €

✓ Autres : 109 002,33 €

➤ **Volet « Autres » – GAL/LEADER : 129 678,90 €**

• **GAL LEADER : 129 678,90 €**

❖ **CHAPITRE 67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES : 300 548,44 €**

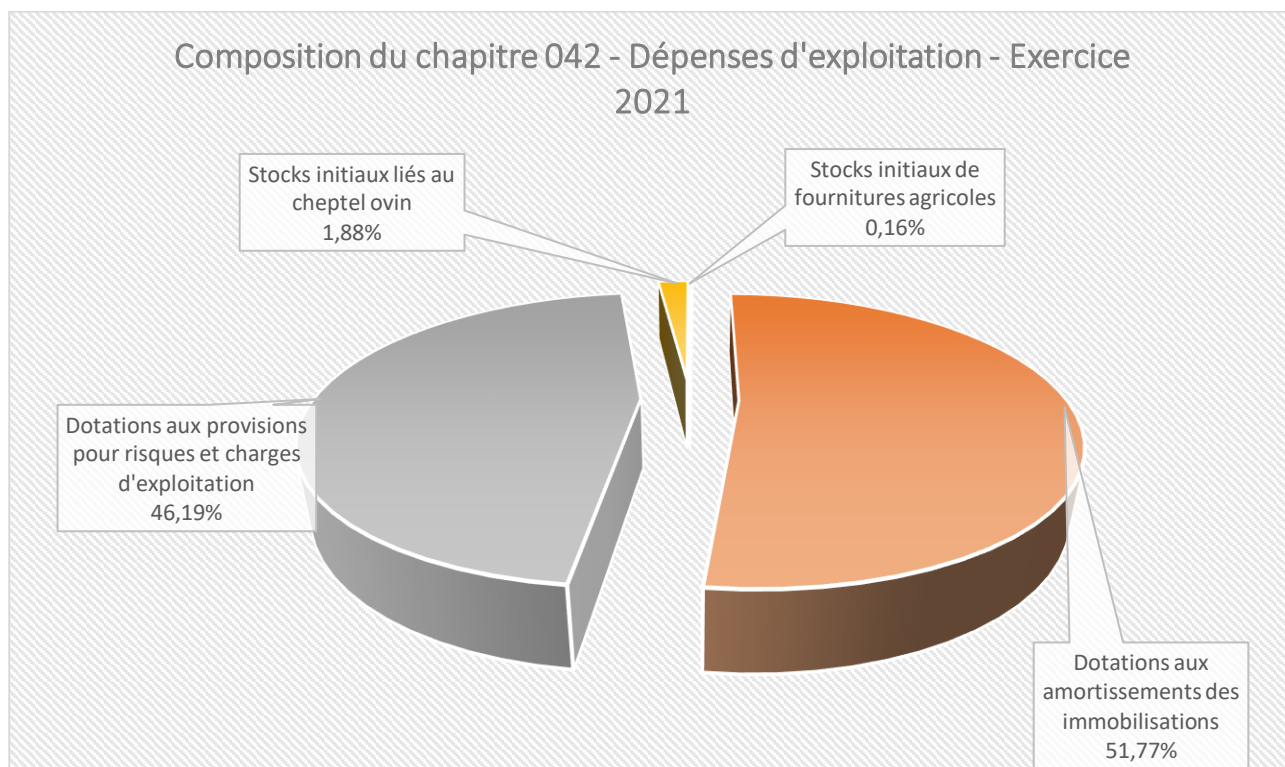
Ce chapitre concerne essentiellement, dans le cadre de programmes d'aides, 189 275,83 € de remboursement de subventions aux différents financeurs nationaux suite à émission d'ordres de reversement et 29 305,35 € d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement suite à erreur matérielle ou défaut de droit. A cela s'ajoutent la contribution statutaire de l'Office au fonctionnement du SMAC pour 50 000 € et des autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion pour 9 909,93 €. Ce chapitre atteint 36,65 % des prévisions.

❖ **Chapitre 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections : 1 371 900,33 €**

Réalisé à hauteur de 88,67% des prévisions budgétaires, ce poste augmente de 519 036,64 € par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par la réévaluation de la provision relative au financement du Compte Epargne Temps notamment du fait du transfert d'agents de l'OEC au 01/09/2021.

Ce chapitre se compose :

- ✓ Des stocks initiaux de fournitures agricoles pour 2 241,45 €.
- ✓ Des dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation pour 633 707,00 €.
- ✓ Des dotations aux amortissements des immobilisations pour 710 186,84 €.
- ✓ Des stocks initiaux liés au cheptel ovin détenu à la station d'Altiani pour 25 765,04 €.



❖ **Les restes à réaliser en dépenses : 513 434,04 €**

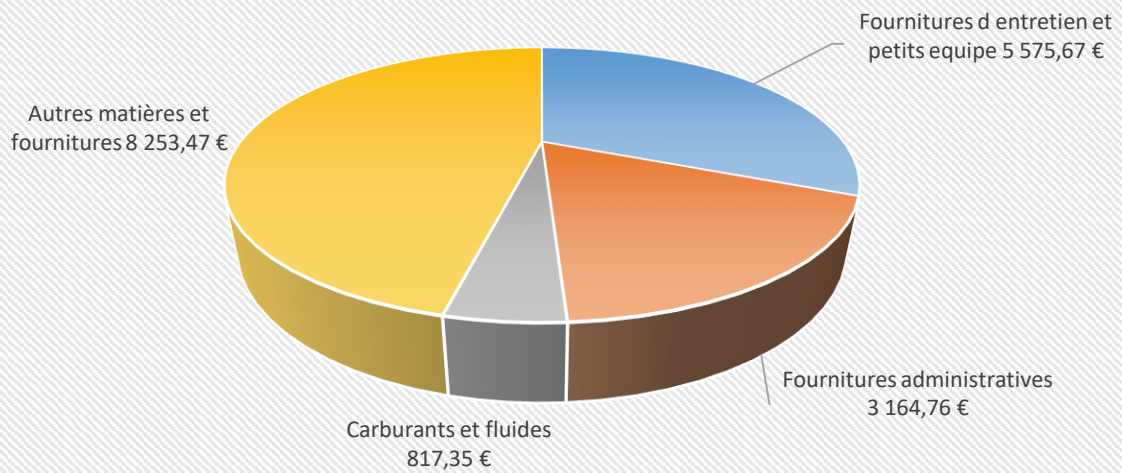
Les restes à réaliser en dépenses correspondant à des dépenses engagées non mandatées, et qui n'ont pas donné lieu à rattachement, s'établissent à 513 434,04 €.

Ils se déclinent comme suit :

Au titre du chapitre 011 « Charges à caractère général » :

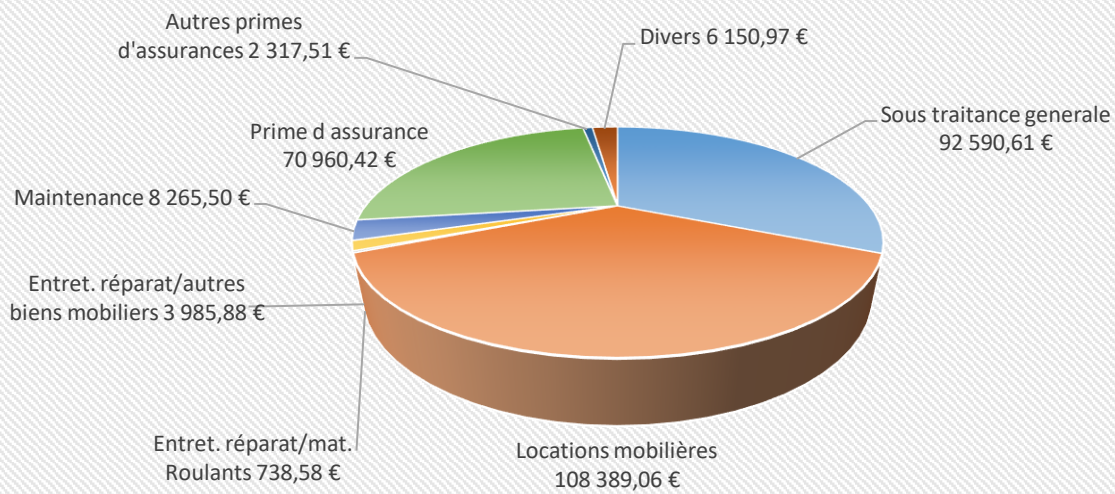
- **Comptes 60 : 17 811,25 €**

Détails Comptes 60 - 2021

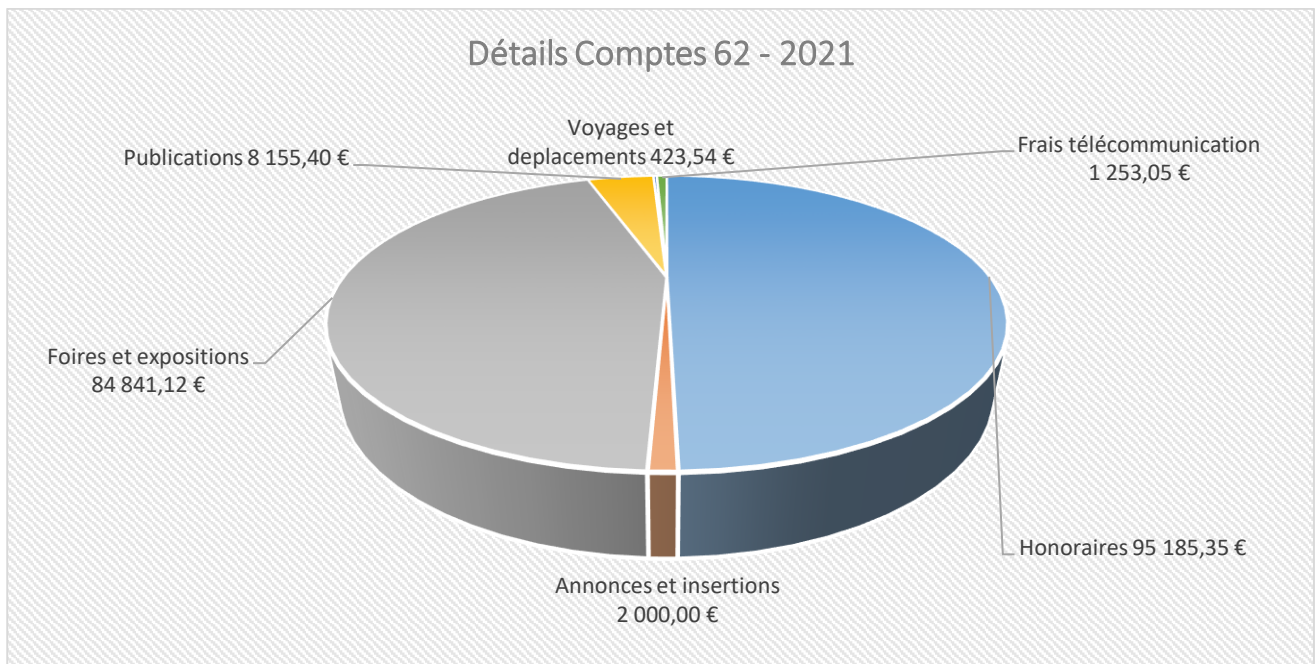


- **Comptes 61 : 293 398,53 €**

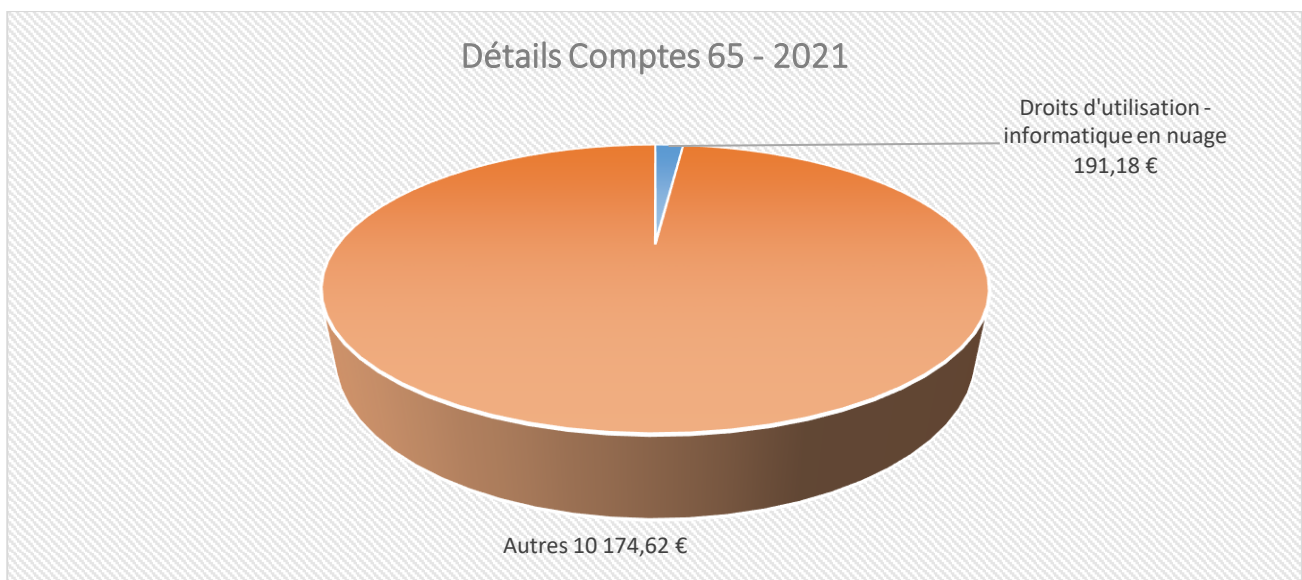
Détails Comptes 61 - 2021



- **Comptes 62 : 191 858,46 €**



- **Comptes 65 : 10 365,80 €**

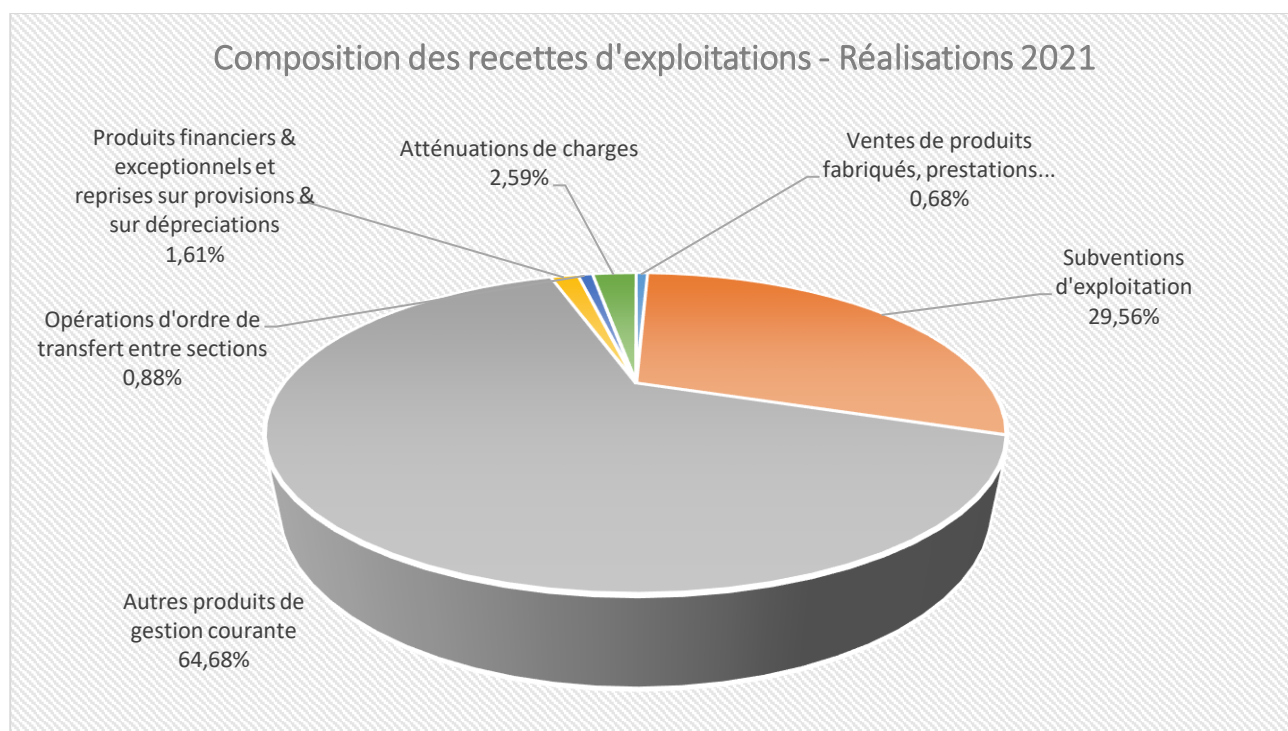


I.2) Les recettes d'exploitation au titre du Budget Principal

(Interventions et fonctionnement propre)

Le total des recettes s'élève à environ 35 110 106,87 € soit un taux de réalisation de 90,29 % des prévisions budgétaires.

Elles se composent des chapitres suivants :



❖ Chapitre 013 - Atténuations de charges : 307 447,96 €

Ce chapitre consiste essentiellement en des remboursements de rémunérations suite aux absences de personnel (Maladie, maternité, accident de travail...).

Par rapport à l'exercice 2020, les recettes réalisées baissent de 75 357,45 €.

❖ Chapitre 70 - Les ventes de produits et prestations de services : 240 068,13 €

Ce chapitre consiste en des mises à disposition de personnel au profit du Syndicat Mixte de l'Abattage en Corse et du Syndicat mixte du Grand Site de Conca d'Oru pour 198 683,84 €, des ventes d'ovins, de lait et de fourrage pour 41 384,29 €.

Il connaît une baisse de 61 927,66 € au regard de l'exercice 2020, principalement liée à la non refacturation de mise à disposition de personnel (en maladie) et à la non facturation de la location d'un bien immobilier vendu.

Les ventes de produits et prestations de services ont été réalisées à hauteur de 83,07 % des prévisions budgétaires.

❖ **Chapitre 74 - Subventions d'exploitation : 10 377 639,10 €**

Réalisé à 87,40% des prévisions budgétaires, ce poste baisse de 794 232,79 € par rapport à l'exercice précédent.

Ce chapitre se compose :

- De la dotation de fonctionnement pour 9 200 000,00 € octroyée à l'Office par la Collectivité de Corse.
- Des dotations spécifiques pour 1 177 639,10 €, soit :

✓ 310 334,04 € au titre de l'Etat et autres, à savoir :

271 842,00 € de dotation liée aux missions transférées par l'Etat à l'Office de l'ex-Cnasea

13 158,74 € d'aides PAC

25 333,30 € de l'ANRT concernant le contrat CIFRE et l'ASP pour les contrats d'apprentissage

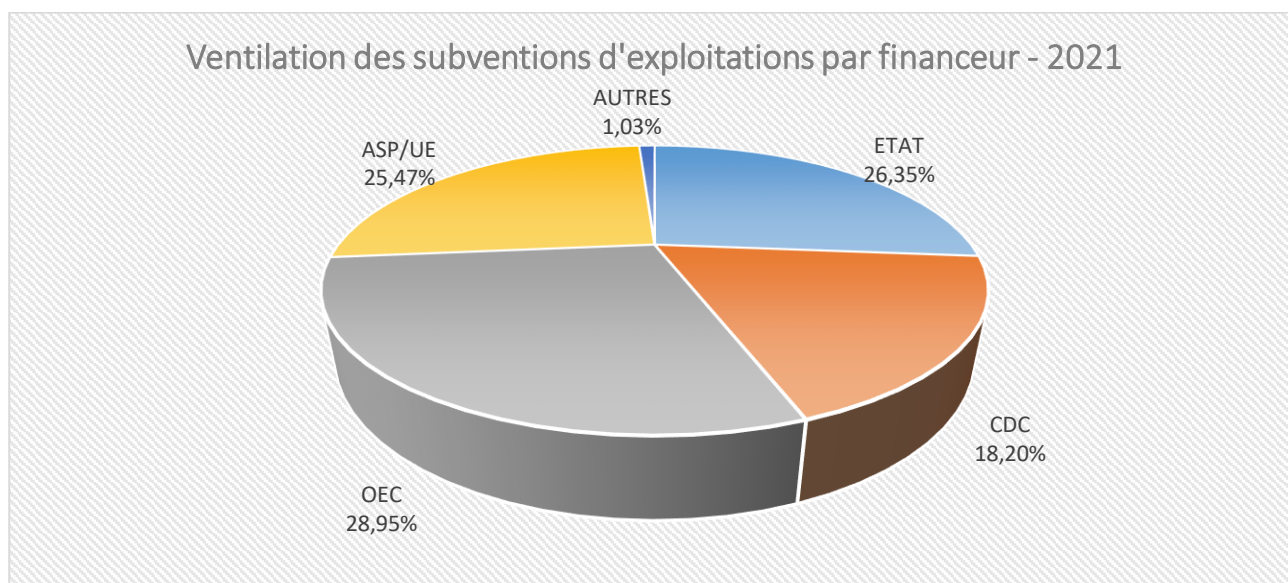
✓ 214 368,75 € au titre de la Collectivité de Corse dont :

71 499,96 € afférents à l'animation de la Route des Sens Authentiques

50 030,64 € relatifs aux actions de promotion de l'agriculture corse

92 838,15 € inhérents au financement de la campagne de contrôle SIGC

- ✓ 299 915,00 € en provenance de l'Union Européenne via l'ASP au titre de l'Assistance Technique FEADER pour les missions d'Organisme Payeur assurées par l'Office.
- ✓ 340 942,40 € concernant la refacturation à l'OEC relative au transfert des agents au 01/09/2021.
- ✓ 12 078,91 € afférents au programme européen Terragir 3.



❖ **Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante dont interventions :**
22 707 526,99 €

En lien direct avec les opérations d'interventions déclinées au chapitre 65, ce poste exécuté à hauteur de 92,76 % concerne les droits à recettes émis envers la Collectivité de Corse, l'Etat et d'autres partenaires financiers nationaux. Ces recettes garantissent la couverture des opérations d'interventions relevant du budget principal, et dont les mises en paiement dans le cadre des différents programmes d'aides sont assurées par l'Office au bénéfice de tiers.

❖ **Chapitre 76 - Produits financiers : 159,96 €**

Ils atteignent 31,99 % des recettes prévues au budget. Il s'agit d'intérêts de retard calculés sur les ordres de reversement suivant leur recouvrement intégral auprès des bénéficiaires d'aides, exigibles dans le cadre des contributions nationales au programme FEADER, et destinés à être rétrocédés aux financeurs concernés.

❖ **Chapitre 77 - Produits exceptionnels : 566 696,71 €**

Les produits exceptionnels se composent d'ordres de reversement émis à l'égard de bénéficiaires de subvention pour 209 298,40 €, d'autres produits exceptionnels pour un montant de 137 398,31 € ainsi que de la vente d'un bien immobilier pour 220 000,00 €.

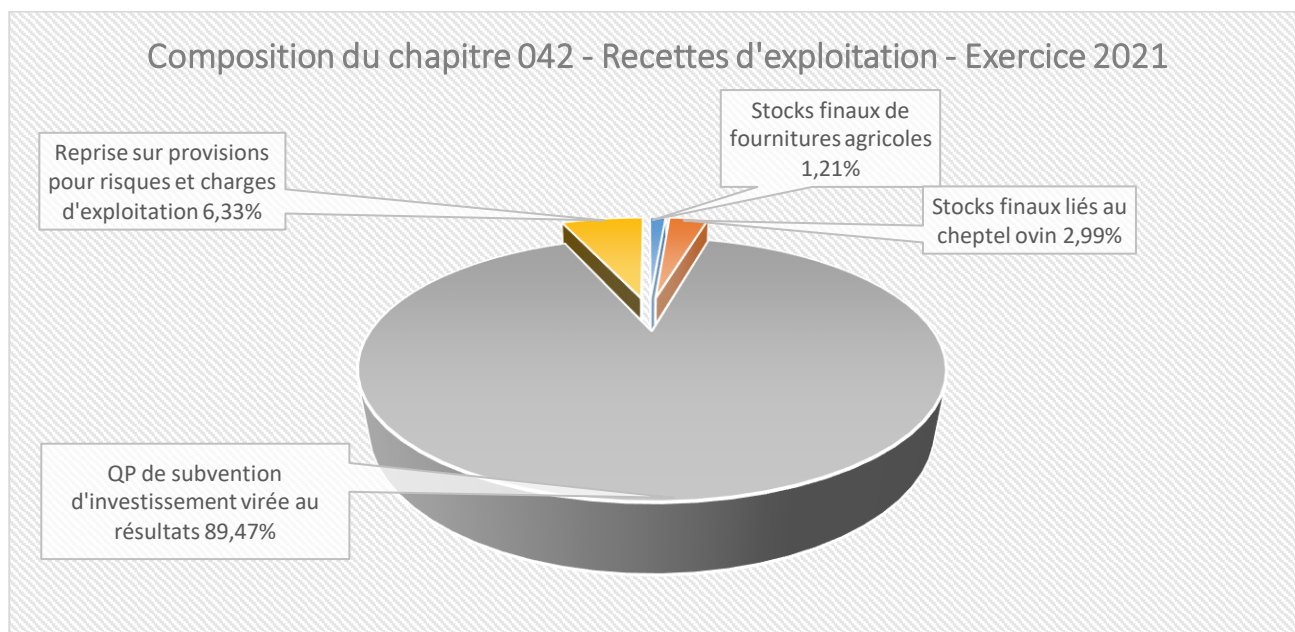
Par comparaison à l'exercice précédent, ce poste diminue de 1 546 023,24 € considérant la régularisation comptable effectuée en 2020. De plus, les recettes ont été réalisées à hauteur de 55,67 % des prévisions budgétaires

❖ **Chapitre 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections : 910 568,02 €**

Ce chapitre s'accroît de 170 308,21 € par rapport à l'exercice précédent, et affiche un taux d'exécution budgétaire de 98,72 %.

Il se compose :

- ✓ Des stocks finaux de fournitures agricoles à hauteur de 11 003,61 € relevant d'aliments pour le cheptel ovin situé à la station d'Altiani.
- ✓ Des stocks finaux liés au cheptel ovin valorisés à hauteur de 27 265,94 €.
- ✓ Des reprises sur provisions pour risques et charges d'exploitation s'élevant à 57 648,00 €, correspondant à la consommation en congés des jours épargnés au titre du compte épargne-temps.
- ✓ De quotes-parts sur subventions d'investissement virées au résultat pour 814 659,47 €.



I.3) Les dépenses d'exploitation au titre du Budget Annexe FEADER

Essentiellement composées des aides versées aux tiers, le total des dépenses d'exploitation augmente de 2 633 390,56 € par rapport à 2020, et s'élève à 21,2 M€ soit un taux de réalisation de 96,57 % des prévisions budgétaires.

Concernant les interventions, elles augmentent de 2,6 M€ en comparaison avec celles de l'exercice 2020. Cette variation s'explique par une augmentation générale des mesures relatives à la modernisation des exploitations (+ 1,3 K€), à la dotation aux jeunes agriculteurs (+ 1,1 K€), au volet « rural » (+ 1 K€), aux GAL (+ 0,5 K€). En revanche, les mesures surfaciques telles que les MAEC ainsi que les CAB et les MAB ont diminuées (- 1,3 K€).

❖ **Chapitre 65 - Les autres charges de gestion courante - interventions : 20 689 328,70 €**

Ce chapitre se compose d'aides versées au titre des crédits UE-FEADER, celles-ci sont exécutées à hauteur de 100 % des prévisions budgétaires, et s'établissent à 20 689 328,70 €.

Il se décline comme suit :

➤ **Volet « Agriculture » : 5 913 740,10 €**

- **Adaptation de l'appareil de production - transformation : 4 347 891,79 €**

✓ Modernisation des exploitations :	4 219 136,64 €
✓ Industries Agro-Alimentaires :	128 755,15 €

- **Installation - formation - échanges : 1 565 848,31 €**

✓ Dotation Jeunes Agriculteurs :	1 559 425,00 €
✓ Formation :	838,45 €
✓ Echanges :	5 584,86 €

- **Volet « Forêt » : 149 302,77 €**

✓ Infrastructures forestières :	78 743,77 €
✓ Exploitations forestières :	70 559,00 €

- **Volet « Rural » : 1 039 944,27 €**

✓ Entreprises en milieu rural :	342 628,30 €
✓ Investissement infrastructure :	29 343,55 €
✓ Sensibilisation environnement :	667 972,42 €

- **Volet « Aides surface » : 12 248 826,88 €**

✓ Indemnité compensatoire aux handicaps naturels :	10 680 970,64 €
✓ Mesures agro environnementales et climatiques :	857 745,31 €
✓ Conversion et Maintien en Agriculture Biologique :	710 110,93 €

- **Volet « Autres » : 1 337 514,68 €**

✓ Assistance technique :	299 915,00 €
✓ Groupes d'Action Locale (GAL) :	632 033,58 €
✓ Pollinisation :	40 544,10 €

✓ Liaison entre actions de développement de l'économie rurale : (LEADER)	209 518,51 €
✓ Actions Foncières :	21 875,00 €
✓ Race menacées :	35 995,00 €
✓ Aménagements agro-pastoraux :	97 633,49 €

❖ **Chapitre 67 - Charges exceptionnelles : 465 645,72 €**

Ce chapitre concerne d'une part des opérations de reversement à destination des bailleurs de fonds institutionnels en relation avec la Commission Européenne, suite aux demandes de remboursement réalisées auprès de bénéficiaires de subvention n'ayant pas respecté leurs obligations pour 456 329,66 €, et d'autre part des opérations d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement suite à erreur matérielle ou défaut de droit pour 9 316,06 €.

Il est relativement stable (+ 20 628,54 € par rapport à 2020).

I.4) Les recettes d'exploitation au titre du budget annexe FEADER

Le total de ces recettes d'exploitation s'élève à 21,2 M€ soit un taux de réalisation de 96,57 % des prévisions budgétaires, en lien immédiat avec le niveau de réalisation des dépenses décrit au point I.3.

❖ **Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante - Interventions : 20 689 328,70 €**

Ce chapitre concerne les recettes résultant des appels de fonds réalisés auprès de l'ASP-MCFA et qui permettent de couvrir le paiement des aides relevant du Budget Annexe - FEADER, réalisées au bénéfice de tiers au titre de l'exercice 2021 dans le cadre du PDRC 2014-2020.

Réalisé à 100 % des prévisions budgétaires, ce chapitre a augmenté de 2,6 M€ entre 2020 et 2021 au regard des opérations d'interventions déclinées supra.

❖ **Chapitre 76 - Produits financiers : 349,36 €**

Sur un total prévu de 500 €, les produits financiers ont atteint 349,36 €. Le principe consiste à calculer les intérêts de retard sur les ordres de reversement suivant leur recouvrement intégral auprès des pétitionnaires, prévus dans le cadre de la contribution européenne au programme FEADER, et destinés à être reverser à cette dernière via l'Etat membre.

❖ Chapitre 77 - Produits exceptionnels : 494 450,98 €

Ce chapitre concerne d'une part des ordres de reversement émis envers les bénéficiaires d'aides qui n'ont pas respecté leurs obligations ou qui sont liés à des conditions contractuelles, et d'autre part des ordres d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement.

Ce poste augmente de 49 506,33 € par rapport à 2020. Son taux de réalisation se fixe à 39,68 %.

II) Les opérations d'investissement

La section d'investissement présente pour l'exercice 2021 :

➤ Au titre du Budget Principal :

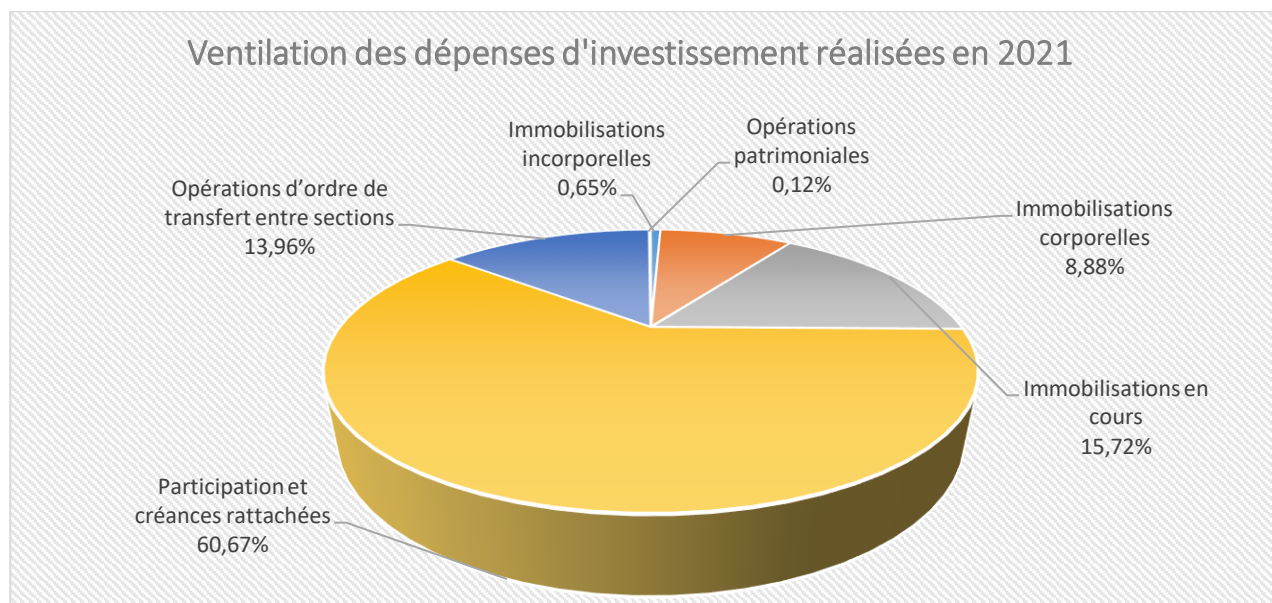
• Total de titres émis :	5 939 162,35 €
• Total de mandats émis :	6 522 992,73 €
Soit un solde d'exécution de :	- 583 830,38 €
• Restes à réaliser en dépenses à reporter en N+1 :	1 375 138,97 €
• Restes à réaliser en recettes à reporter en N+1 :	3 232 711,18 €

➤ Au titre du Budget Annexe (FEADER) : aucune opération en dépenses et en recettes.

II.1) Les dépenses d'investissement au titre du Budget Principal

Le total mandaté des dépenses s'élève à 6,5 M€ soit un taux de réalisation de 75,56 % des prévisions budgétaires et en y intégrant les restes à réaliser celui-ci se fixe à 91,49 %.

En augmentation de 3 840 461,30 € par rapport à l'exercice 2020, les dépenses d'investissement se ventilent comme suit :



❖ **Chapitre 20 - Immobilisations incorporelles : 42 637,52 €**

On rappelle qu'elles concernent les immobilisations qui ne sont ni corporelles ni financières en particulier les achats de logiciels. On constate une augmentation de 18 424,33 €, soit un taux d'exécution de 36,14 %. Ce taux est porté à 39,01 % en y intégrant les restes à réaliser.

❖ **Chapitre 21 - Immobilisations corporelles : 579 241,93 €**

Les dépenses réalisées augmentent de 259 802,71 € par rapport à 2020 et représentent 40,26 % des prévisions budgétaires, ce taux étant porté à 71,68 % avec les restes à réaliser. La sous-exécution budgétaire y compris les restes à réaliser de - 407 K€ est imputable essentiellement :

- ✓ A la non acquisition d'un bâtiment au Domaine de Casabianca (- 280 K€).
- ✓ A la non réalisation de travaux d'agencements et d'aménagements de constructions à la station d'Altiani et de Migliacciaru (- 80 K€).

❖ **Chapitre 23 - Immobilisations en cours : 1 025 231,22 €**

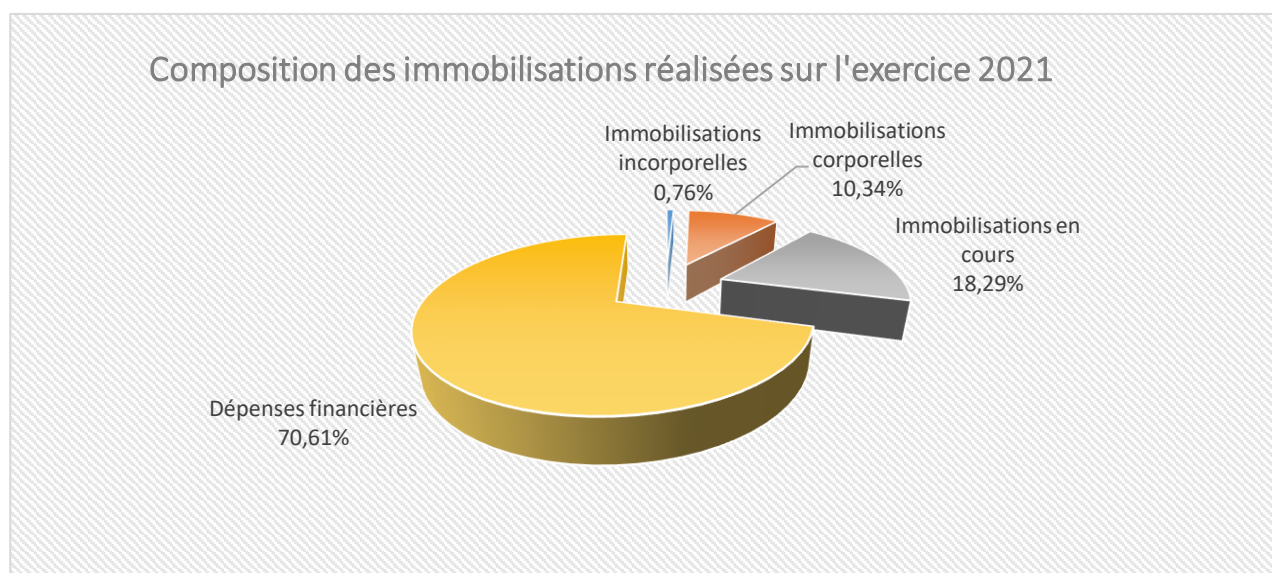
Ce chapitre se réduit de 369 266,40 € par rapport à l'exercice 2020, les travaux de rénovation et d'agrandissement du siège social de l'Office s'étant faits essentiellement en 2020. Les dépenses ont été exécutées à hauteur de 46,89 % des prévisions budgétaires, en y intégrant les restes à réaliser ce taux s'affiche à 88,95 %.

La sous-exécution budgétaire y compris les restes à réaliser de - 241 K€ est imputable essentiellement à la moindre réalisation des travaux prévus dans les stations expérimentales ainsi qu'au siège social.

❖ *Chapitre 26 – Participations et créances rattachées : 3 957 378,53 €*

Ce chapitre a été réalisé à 100 % des prévisions budgétaires. Il s'agit :

- ✓ D'opérations de fonds de financement à destination des jeunes agriculteurs permettant de contre-garantir des prêts bancaires et d'octroyer des prêts d'honneur. Le versement de ces fonds étant juridiquement soumis à un droit à retour concernant les opérateurs gestionnaires du fonds. Les 600 K€ de fonds budgétés ont été mobilisés en totalité dans l'exercice.
- ✓ Du reclassement comptable, pour 3 350 K€, des fonds de financements versés avant 2021 et initialement positionnés au compte 274.



❖ *Chapitre 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections : 910 568,02 €*

Ce poste a augmenté de 170 308,21 € par rapport à 2020. Les dépenses réalisées ont atteint 98,72 % des prévisions budgétaires. Il est constitué essentiellement des stocks pour 38 260,55 €, des provisions pour le financement du compte épargne temps à hauteur de à 57 648,00 € et des quotes-parts sur subventions d'investissement virées au résultat pour 814 659,47 €.

❖ **Chapitre 041 - Opérations patrimoniales : 7 935,51 €**

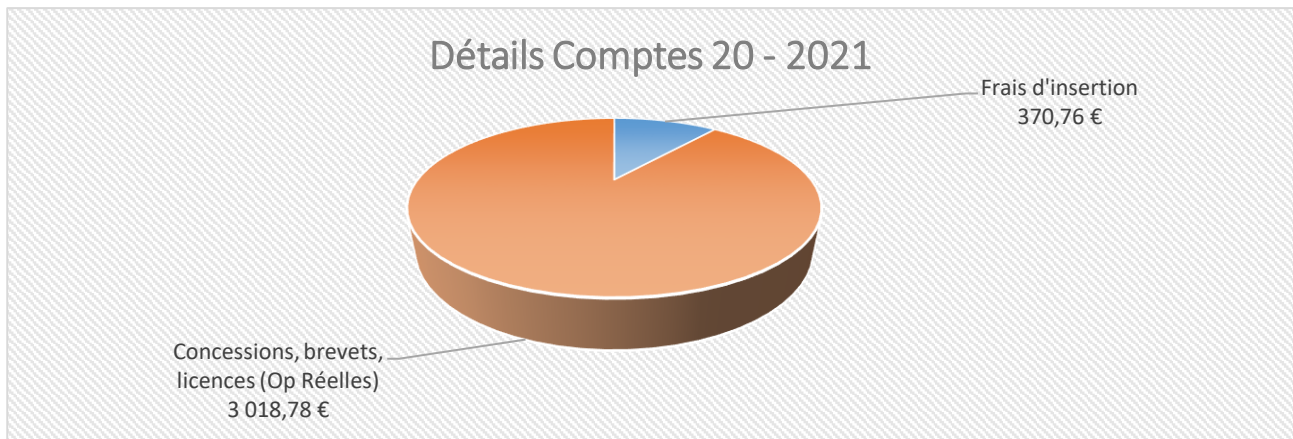
Prévues à hauteur de 10 000 € et en augmentation de 3 813,92 € par rapport à l'exercice précédent, ces opérations marginales concernent le retraitement des frais d'insertion relatifs aux dépenses réelles d'investissement.

❖ **Les restes à réaliser en dépenses : 1 375 138,97 €**

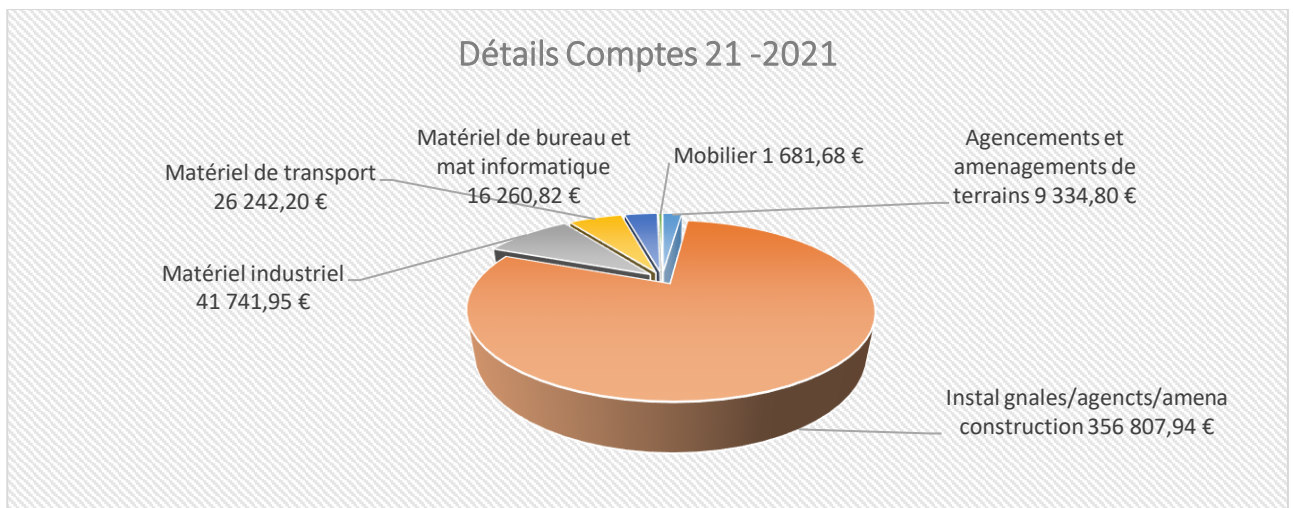
Les restes à réaliser en dépenses, correspondant à des dépenses engagées non mandatées, s'établissent à 1 375 138,97 €.

Ils se déclinent comme suit :

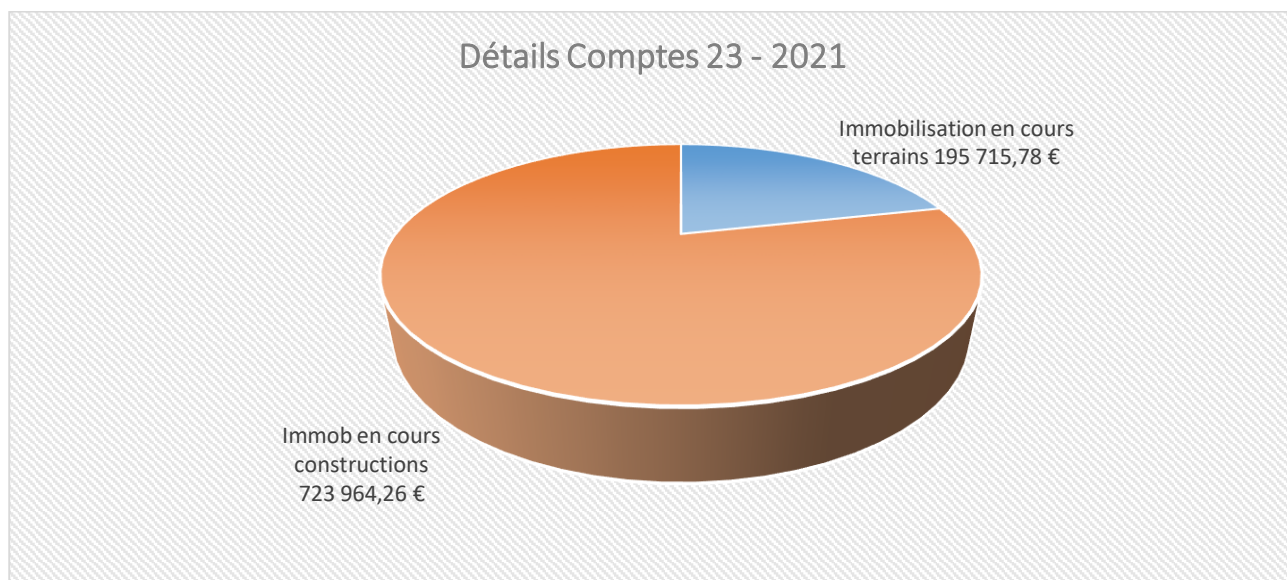
- **Chapitre 20 : 3 389,54 €**



- **Chapitre 21 : 452 069,39 €**



- **Chapitre 23 : 919 680,04 €**

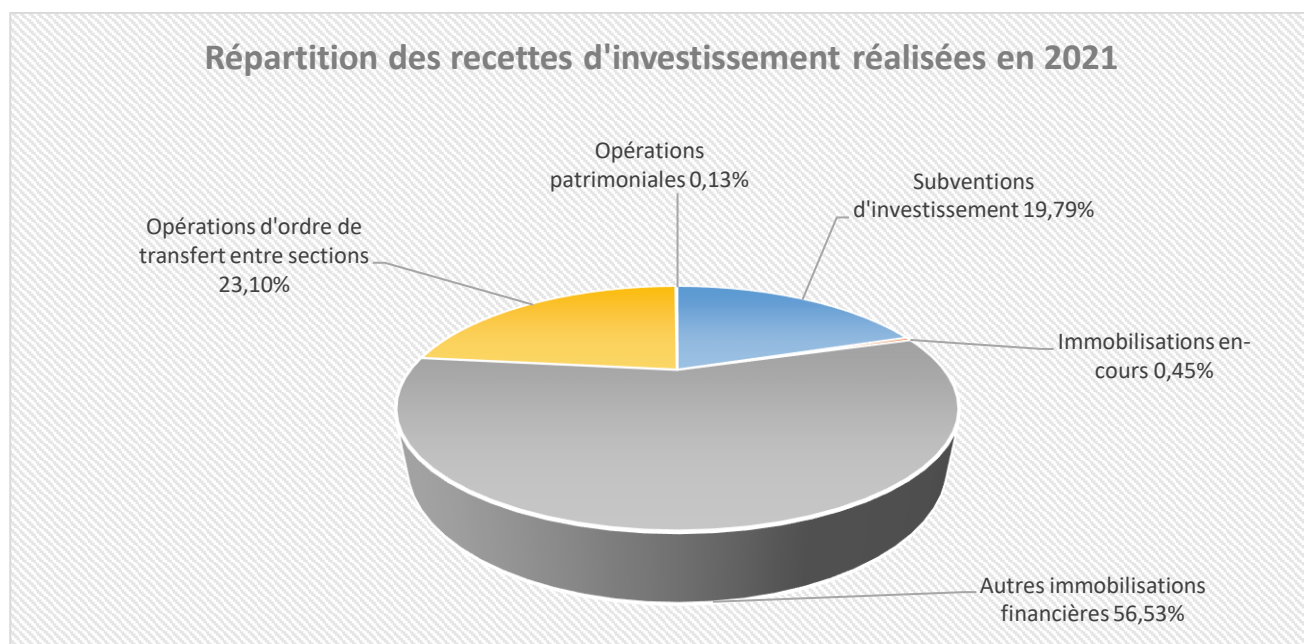


II.2) Les recettes d'investissement au titre du Budget Principal

Le total des recettes d'investissement s'établit à 5,9 M€, soit un taux d'exécution de 62,53 %.

Ces recettes augmentent de 3 476 260,19 € au regard de l'exercice 2020. Cette augmentation est due essentiellement au reclassement comptable, des comptes 27 aux comptes 26, des fonds de financement versés avant 2021.

Elles se répartissent comme suit :



❖ Chapitre 13 - Subventions d'investissement : 1 175 158,56 €

Ce chapitre diminue de 430 758,32 € par rapport à 2020 au titre des contributions émanant de la Collectivité de Corse, permettant de financer les investissements en propre de l'Office.

Le taux de réalisation des subventions d'investissement est de 26,06 % du budget.

❖ Chapitre 23 – Immobilisations en-cours : 26 789,42 €

Ce montant concerne une régularisation d'une opération de l'exercice antérieur.

❖ **Chapitre 27 – Autres immobilisations financières : 3 357 378,53 €**

Ce chapitre a été réalisé à 100 % des prévisions budgétaires. Il s'agit du reclassement comptable des comptes 27 aux comptes 26.

❖ **Chapitre 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections : 1 371 900,33 €**

Les prévisions budgétaires ont été réalisées à hauteur de 88,67 %. On constate une augmentation de 519 036,64 € par rapport à 2020 due notamment à la provision pour Compte Epargne Temps de 422 919 €.

Ce chapitre concerne :

- ✓ Des dotations aux amortissements des immobilisations qui atteignent 710 186,64 €.
- ✓ Une provision pour le financement du compte épargne temps à hauteur de 633 707 €.
- ✓ Des stocks évalués à 28 006,49 €.

❖ **Chapitre 041 - Opérations patrimoniales : 7 935,51 €**

En parfait miroir des dépenses déclinées plus haut (chapitre 041 en dépenses d'investissement), ce chapitre concerne le retraitement des frais d'insertion relatifs aux opérations d'investissement.

❖ **Les restes à réaliser en recettes : 3 232 711,18 €**

Les restes à réaliser en recettes correspondant à des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre s'établissent à 3 232 711,18 € au titre du chapitre 13 « Subventions d'investissement ».

III) Les résultats d'exécution au titre du Budget Principal et du Budget Annexe

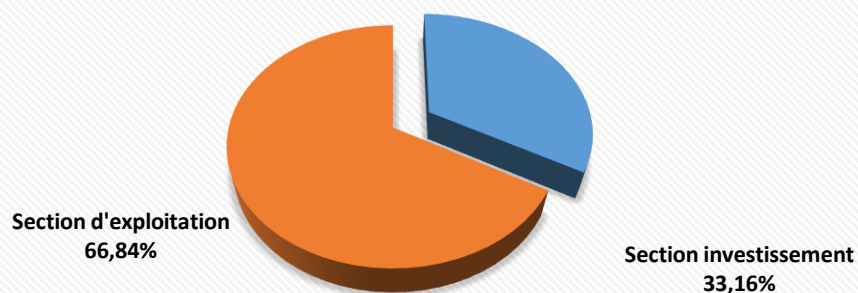
Sections	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Part affectée à l'investissement exercice 2021	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture au 31/12/2021
I - Budget Principal				
Exploitation	5 520 733,92 €		- 316 426,22 €	5 204 307,70 €
Investissement	3 165 933,68 €		- 583 830,38 €	2 582 103,30 €
Total (I)	8 686 667,60 €		- 900 256,60 €	7 786 411,00 €
II - Budget Annexe				
Exploitation	0,00 €		0,00 €	0,00 €
Investissement	0,00 €		0,00 €	0,00 €
Total (II)	0,00 €		0,00 €	0,00 €
Total (I + II)	8 686 667,60 €		- 900 256,60 €	7 786 411,00 €

Au titre du Budget Principal, le résultat d'exploitation 2021 s'établit à – 316 426,22 € et le résultat de clôture (résultats cumulés des exercices précédents + résultat de l'exercice) pour la section d'exploitation atteint 5 204 307,70 €.

Le solde d'exécution de la section d'investissement sur l'exercice 2021 se fixe à - 583 830,38 €, ce qui porte le résultat de clôture à 2 582 103,30 €.

Le résultat global de clôture qui s'élève à 7 786 411,00 € représente environ 50 jours de dépenses réelles de l'Office (Budget Principal + Budget Annexe) et se répartit en pourcentage par section comme suit :

Répartition du résultat de clôture 2021 par section



Le Budget Annexe consacré exclusivement à la gestion des aides européennes liées au programme FEADER affiche des résultats neutres au regard de la fonction de redistribution de l'Office qui ne génère en principe ni bénéfice ni perte d'exploitation.